



Audit - Bureau de Paris
16, rue de Monceau
75008 Paris

T : +33(0) 1 42 99 66 44

www.bakertilly.fr

MJC LES PASSERELLES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 13, avenue Jean Mermoz
91170 VIRY-CHATILLON

SIRET : 419 903 067 00017

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021



MJC LES PASSERELLES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 13, avenue Jean Mermoz
91170 VIRY-CHATILLON

SIRET : 419 903 067 00017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Aux Adhérents de l'Association « **MJC LES PASSERELLES** »

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **MJC LES PASSERELLES** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur La note de l'annexe « faits majeurs et significatifs de l'exercice » exposant l'impact de la crise sanitaire sur l'activité de l'association.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes sur leurs perspectives d'avenir. Les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 16 juin 2022

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Halima BENSALAH

Actif

	Brut	Amort	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	7 753	7 753		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Inst. Techniques, matériel et outillage	21 621	21 621		
Autres immobilisations corporelles	235 671	214 584	21 087	27 407
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations grevées de droits (commodat)				
Immobilisations financières (Dont à moins d'un an)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	45		45	45
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 790		1 790	1 560
TOTAL (I)	266 880	243 958	22 922	29 012
Comptes de liaison (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production de biens et services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances d'exploitation (Dont à plus d'un an)				
Créances usagers et comptes rattachés	19 373		19 373	6 574
Legs et donations en cours de réalisation				
Autres créances	452 540		452 540	402 374
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	114 887		114 887	130 268
Charges constatées d'avance (Dont à plus d'un an)	11 157		11 157	13 702
TOTAL (III)	597 957		597 957	552 917
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursements des obligations (V)				
Ecarts de conversion Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I à VI)	864 836	243 957	620 879	581 929

Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairement compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Passif

	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020
FONDS PROPRES		
Fonds Propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	128 628	128 628
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires et contractuelles	15 245	15 245
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	6 860	6 860
Report à nouveau		
Report à nouveau	-43 142	-55 286
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-65 102	12 144
SITUATION NETTE	42 489	107 591
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	42 489	107 591
FONDS REPORTES OU DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	180 131	151 714
Provisions pour charges	128 072	120 706
TOTAL (III)	308 203	272 420
DETTES		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques)		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Comptes usagers créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 814	43 982
Dettes fiscales et sociales	140 633	106 301
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	9 079	9 851
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF		
Produits constatés d'avance	80 661	41 785
TOTAL (V)	270 187	201 919
Ecarts de conversion Passif		
TOTAL GENERAL (I à VI)	620 879	581 929

Comptes de résultat

	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations – Adhésions	2 680	2 092
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestation de services	85 701	119 552
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 634 151	1 402 299
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dont Dons manuels		
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur provisions et amortissements	420 914	378 527
Autres produits	24	13
TOTAL I	2 143 469	1 902 483
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	27 419	18 264
Variation de stock de marchandises		
Autres achats et charges externes	377 420	359 037
Aides financières		
Impôts et taxes et versements assimilés	56 853	41 248
Salaires et traitements	1 094 482	936 289
Charges sociales	250 259	209 939
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 170	2 669
Dotations aux provisions	308 203	252 420
Report en fonds dédiés		
Autres charges	42 989	69 381
TOTAL II	2 165 795	1 889 247
I- RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-22 326	13 236

Comptes de résultat 2

	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020
PRODUITS FINANCIERS		
De participations (4)		3
Autres valeurs mobilières, créances d'actif immobilisé (4)		
Autres intérêts et produits assimilés (4)	442	246
Reprises sur provisions financières et transfert de charges financiers		
Différences positives de changes		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	442	249
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (5)		
Différences négatives de changes		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Transferts de charges		
TOTAL IV		
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	442	249
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-21 884	13 485
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	447	331
Sur opérations en capital		412
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	447	742
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	43 665	2 084
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	43 665	2 084
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-43 218	-1 342
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VII)		
Engagements à réaliser sur ressources affectées (VIII)		
Impôts sur les bénéfices (IX)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	2 144 358	1 903 474
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX)	2 209 460	1 891 331
5- EXCEDENT ou DEFICIT (Produits - Charges)	-65 102	12 144
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits	0	0
Bénévolats	630 000	630 000
Prestations en nature	0	0
Dons en nature		
TOTAL	630 000	630 000
Charges		
Secours en nature	0	0
Mise à disposition gratuite de biens et services	630 000	630 000
Prestations	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	630 000	630 000